

# Le Monde

## « Les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient disposent des plus riches viviers de ressources en énergie solaire du monde »

### Tribune

Håvard Halland

Economiste au Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques /OCDE

L'économiste Håvard Halland explique, dans une tribune au « Monde », comment la taxe carbone aux frontières pourrait, paradoxalement, favoriser le développement économique des pays producteurs de pétrole

Publié le 09 juillet 2020 à 06h00 Temps de Lecture 5 min.

**Tribune.** Pour relancer nos économies d'une manière durable dans le sillage de la crise due au Covid-19, l'instauration d'une tarification effective du carbone à l'échelle mondiale reste plus importante que jamais. Cependant, tant que les Etats ne parviendront pas à s'entendre sur la gravité des risques induits par le changement climatique, la mise en place d'un système mondial de taxation des gaz à effet de serre restera une perspective lointaine.

Le mécanisme d'« ajustement carbone aux frontières » envisagé par l'Union européenne (UE) pourrait toutefois être un premier pas vers une réallocation des investissements internationaux dans le sens souhaité. Ambitieux, les nouveaux objectifs climatiques de l'UE exigeront des réductions des émissions non seulement dans le secteur de l'énergie, mais aussi dans les secteurs à forte intensité énergétique comme les industries lourdes, la métallurgie, la pétrochimie, le ciment, les engrais.

Pour garantir l'équité des règles du jeu entre les entreprises de l'UE et les entreprises étrangères qui ne sont pas soumises aux objectifs d'émissions fixés par l'Union, celle-ci pourrait appliquer une taxe aux frontières sur les importations à forte intensité de carbone. La combinaison d'une imposition élevée du carbone au sein de l'UE, et d'une taxe carbone aux frontières pourrait amener les industries énergivores à réévaluer leurs choix de localisation de leurs investissements.

## Une taxe carbone aux frontières

Pour abaisser le coût des émissions, les entreprises de l'UE les plus consommatrices d'énergie auraient le choix entre acheter des énergies propres produites dans l'UE, les importer, ou bien relocaliser leur production dans des régions riches en ressources énergétiques propres à bas coût. Il en est de même pour les entreprises hors de l'UE désireuses d'échapper à la taxe.

Les entreprises des secteurs qui peuvent électrifier leur processus de production s'efforceraient de se procurer de l'électricité propre bon marché. Les entreprises des secteurs difficiles à électrifier parce que nécessitant la chaleur industrielle haute température, comme la sidérurgie ou l'industrie cimentière, seraient incitées à localiser leur production dans des zones produisant de l'hydrogène propre à un coût avantageux.

Actuellement, l'hydrogène est presque entièrement produit à partir de combustibles fossiles, et la production d'hydrogène génère chaque année des émissions de CO<sub>2</sub> équivalentes à celles de l'Indonésie et du Royaume-Uni réunies, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Néanmoins, un prix suffisamment élevé du carbone, ou une taxe carbone aux frontières de l'UE au niveau équivalent, pourrait garantir la compétitivité des technologies propres pour la production d'hydrogène.

## **Les atouts de l'hydrogène « vert » et « bleu »**

L'hydrogène « vert », produit avec de l'énergie renouvelable, et l'hydrogène « bleu », produit à partir de gaz naturel dont le CO<sub>2</sub> émis est capté et stocké sous terre, font tous deux partie de la stratégie de l'UE en matière d'hydrogène. L'hydrogène peut générer de la chaleur industrielle et, en pouvant stocker l'énergie, peut résoudre les défis d'intermittence associés au solaire et au vent. Cela est essentiel pour les processus industriels tels que la fonte des métaux, qui dépendent d'un approvisionnement constant en énergie.

Une partie du surplus d'énergie propre requis proviendra des pays de l'UE, mais il faudra aussi en accroître les importations. Des obstacles logistiques entraveraient toutefois une hausse de ces importations, au moins à court terme : le coût du transport de l'hydrogène demeure élevé et il faudrait développer de nouvelles infrastructures de transport de l'électricité.

## **Des bénéfices pour trois raisons**

Pour les pays hors UE dotés de ressources énergétiques propres et ayant accès aux capitaux nécessaires pour développer ces ressources, les répercussions seraient bénéfiques.

Premièrement, les industries les plus énergivores pourraient devenir plus vertes. Elles pourraient convertir leurs installations existantes au bénéfice d'une économie sobre en carbone, et ainsi éviter d'avoir à payer la taxe aux frontières de l'UE.

Deuxièmement, la relocalisation des entreprises à forte intensité énergétique vers des pays où le coût des énergies propres est faible pourrait ouvrir à ces derniers des perspectives d'industrialisation. En particulier ceux qui disposent aussi d'une main-d'œuvre bien formée, sont géographiquement proches du marché européen, et ont accès aux matières premières industrielles. La pétrochimie bas carbone, par exemple, aura toujours besoin de pétrole et de

gaz en tant que matières premières, même si les entreprises s'orientent vers la consommation d'énergies renouvelables.

Troisièmement, on pourrait assister à une expansion du marché d'exportation d'électricité et d'hydrogène propres non seulement à destination de l'Europe, mais aussi d'entreprises à forte intensité énergétique dans d'autres régions du monde souhaitant exporter vers le marché européen.

## **La transition vers une énergie propre**

Paradoxalement, ce sont les pays exportateurs de gaz et de pétrole du Moyen-Orient qui pourraient être les bénéficiaires d'une tarification du carbone. Ils disposent des plus riches viviers de ressources en énergie solaire du monde, ont accès à des capitaux, possèdent un tissu industriel non négligeable dans la pétrochimie, la métallurgie et les engrais. Si elles appliquent le captage et le stockage du carbone, les entreprises de la région pourraient produire davantage d'hydrogène « bleu » à partir du gaz naturel ou produire de l'hydrogène « vert » en utilisant de l'électricité propre produite localement.

Plusieurs pays de cette région peinent aujourd'hui à créer un secteur privé non pétrolier capable de rivaliser avec la concurrence sur les marchés d'exportation et à attirer des investissements directs étrangers vers d'autres secteurs que le pétrole et le gaz. Mais le faible coût des énergies propres dans la région pourrait leur offrir un nouvel avantage comparatif. Ces pays, aujourd'hui dépendants des énergies fossiles, se préoccupent à juste titre des répercussions économiques et budgétaires de la transition vers une énergie propre.

Certes, les effets de la tarification du carbone sur ces économies sont sujets à des incertitudes, tout comme la viabilité des nouvelles technologies de la filière hydrogène. Les coûts futurs du transport de l'énergie et des produits finaux seront également des paramètres à prendre en compte, de même que des mesures de représailles qui pourraient être prises éventuellement en réponse à une taxe aux frontières. Néanmoins, ces pays pourraient admettre qu'il est de leur intérêt de considérer les effets positifs potentiels, au même titre que les effets négatifs, d'une tarification du carbone.

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE.*

Håvard Halland (Economiste au Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques /OCDE)